

La place de l'entreprise dans la mission d'Education



Generation*Europe***Foundation**
France

Colloque du Lundi 9 novembre 2009

Paris
Palais du Luxembourg
Salle Monnerville

Organisé sous le haut patronage de

M. le sénateur Josselin de ROHAN,
Président de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat

Et sous la présidence de

Catie THORBURN, Présidente de Generation Europe Foundation
Guy GUERMEUR, Président de Génération Europe France

Jacques BARROT, Vice-président de la Commission européenne, Ancien Ministre du Travail et des Affaires Sociales, Ancien Député

Je suis là, tout d'abord, pour remercier *Generation Europe*, et remercier particulièrement Catie Thorburn et Guy Guermeur. Vous nous avez notamment donné un agenda européen qui est de grande qualité et qui permet, je crois, à beaucoup d'élèves de s'initier à l'Europe. Je ne vous dirai jamais assez merci pour cela. Nous avons un grand besoin de mieux faire connaître l'Europe.

Je vais en profiter pour réagir immédiatement à ce qui vient d'être dit. A mon avis, l'enseignement de l'économie en France n'est franchement pas très en avance. Les sondages montrent que les Français le reconnaissent : 70% ont un niveau plutôt mauvais en économie et 90% estiment que c'est à l'Education nationale de promouvoir l'économie en priorité. L'enseignement de l'économie est jugé de qualité par seulement 22% des interrogés, et concret par seulement 13%.

J'ai souvent été étonné de voir qu'il n'y avait qu'un manuel d'économie, ou plutôt un seul journal d'économie qui s'adressait aux étudiants : c'est *Alternatives économiques*. C'est au demeurant un journal bien fait, mais qui n'a pas toujours la sensibilité qui convient pour parler de l'entreprise, pour la faire connaître et surtout la faire aimer.

Honnêtement, je suis très étonné de la faiblesse de notre enseignement en économie dans le secondaire et les collèges. Or, je pense que c'est un élément majeur si on veut expliquer ce qu'est l'entreprise et l'acte d'entreprendre. Il faut offrir aux gens un début de fréquentation de l'économie. Vu de Bruxelles, c'est encore plus évident.

Deuxièmement, il faut vraiment intensifier l'apprentissage et la formation par alternance. Là aussi, nous avons beaucoup à faire. En France, en Allemagne et au Royaume-Uni l'apprentissage est plébiscité à plus de 95% comme le meilleur moyen de former les jeunes. Mais les entreprises y recourent encore peu. Il y a, certes, une belle tradition allemande. 60% des entreprises recourent à l'apprentissage en Allemagne. Mais elles ne sont que 33% en France et 30% au Royaume-Uni. Pourtant, 90% des entreprises de ces trois pays considèrent que l'apprentissage est le dispositif le plus efficace pour l'insertion professionnelle des jeunes et 85% réfutent l'idée selon laquelle l'apprentissage serait fait pour les jeunes en échec scolaire. Il y a bien là une vocation.

Je me souviens qu'après la crise pétrolière, lorsque les premières difficultés d'emploi sont survenues, au cours des années où j'étais au gouvernement en charge du commerce et de l'artisanat, le Président Valéry Giscard d'Estaing m'a demandé un jour qu'elle serait, selon moi, la mesure majeure pour favoriser l'emploi, et notamment l'emploi des jeunes. Je lui ai répondu : « il faut développer l'apprentissage industriel ». C'était dans les années 1978-1979. J'observe que l'apprentissage industriel a eu beaucoup de mal à s'insérer en France et qu'il en est encore à ses balbutiements. Nous avons là un travail majeur à faire.

Evidemment, pour favoriser la mobilité de l'apprentissage, il faut au moins tripler le budget Leonardo, comme il faut d'ailleurs tripler le budget Erasmus. Leonardo, c'est un beau programme, à condition que nous lui donnions toute l'ampleur nécessaire.

Il faut aussi, je crois, arriver progressivement à corriger la mauvaise image des filières professionnelles, mais là j'enfonce une porte ouverte. Il faut montrer que les filières

professionnelles ne mènent pas à des professions de second choix. Je suis partisan de la création d'un observatoire européen qui permettrait de faire la jonction entre toutes les données nationales sur les besoins en matière de main-d'œuvre que nous aurons dans tous les domaines.

Si nous ne faisons pas cet exercice, nous aurons un investissement humain qui n'aura pas été fait en temps utiles. L'Europe se trouvera dans des situations extrêmement difficiles, avec en plus un déclin démographique, qui n'est pas vrai en France, mais qui est vrai dans d'autres pays. Si nous ne faisons pas attention, nous risquons de nous retrouver face à des situations de pénurie d'agents de maîtrise, et a fortiori d'ingénieurs. Il faut recentrer les choses. Il y a beaucoup à faire dans le domaine de l'artisanat et de l'apprentissage dans le domaine des services. Nous n'aurons pas d'Europe industrielle si nous n'avons pas des vocations en plus grand nombre pour encadrer ces entreprises. Nous sommes devant un impératif majeur.

Evidemment, tout cela n'est possible que s'il y a une interaction entre l'université et l'entreprise. C'est fondamental. M. le directeur général de l'enseignement supérieur s'est exprimé. Je ne vais pas trop m'attarder, mais je voudrais quand même dire que nous avons besoin d'un croisement plus intense et plus fréquent entre les entreprises et les universités pour financer la recherche, et puis surtout pour mettre en œuvre des partenariats public-privé stratégiques.

Je crois beaucoup aux PPP. Je crois que l'argent public va se faire de plus en plus rare et que nous pouvons, grâce aux PPP, arriver à lier l'argent public et l'argent privé. Dans la mesure où l'argent privé s'engage, il est aussi une mesure d'efficacité. Je me bats au sein de la Commission européenne pour que nous ayons un grand programme de PPP. On pourrait mettre en place des choses dans ce sens au niveau de l'université.

Il faut aussi orienter la recherche publique vers les directions économiques porteuses. Les entreprises innovantes ont tout intérêt à se développer dans une relation étroite et confiante avec le système universitaire.

Il faut aussi renforcer l'orientation professionnelle à l'université. Je dois dire que la nouvelle loi relative aux libertés et aux responsabilités des universités marque bien l'objectif. L'orientation et l'insertion professionnelle font partie des missions de service public de l'enseignement supérieur. Une offre de formation responsable doit aujourd'hui avoir le souci du devenir de ses étudiants. Il ne faut pas se cantonner à transmettre exclusivement le savoir pur, le savoir pour le savoir. L'université doit proposer des formations professionnelles avec les formations généralistes afin que les jeunes, après avoir acquis un savoir, puissent avoir un savoir-faire.

Dans ce domaine, l'Union européenne a fait une tentative qui s'est un peu heurtée à cet irrédentisme de la part d'un certain nombre d'universités. Nous avons créé, en 2008, un Institut européen d'innovation et de technologie qui est basé à Budapest et qui sera opérationnel en 2011. Il est chargé de réfléchir au changement climatique, à la démographie, etc. Mais nous sommes loin de ce que nous avons imaginé au départ, c'est-à-dire d'un véritable MIT européen, avec un campus. Certains Etats-membres s'y sont opposés, si bien que l'Institut européen d'innovation et de technologie va finalement se traduire par une mise en réseau des centres de recherche. C'est une première étape, mais nous aurions pu aller plus loin pour engager tout le milieu enseignant. Nous avons manqué une occasion. Peut-être se reproduira-t-elle ?

Je ne vais pas vous parlé, après M. le Directeur général de l'enseignement supérieur, de l'Opération Campus française, mais je dois dire que c'est une expérience intéressante. Les pôles de recherche et d'enseignement supérieur sont une bonne approche, de même que les pôles de compétitivité. Les pôles de compétitivité qui lient la recherche universitaire aux petites et moyennes entreprises vont créer, je l'espère, dans un certain nombre de régions, un rapprochement au niveau, évidemment, des élites, mais aussi un rapprochement qui fera peu à peu des émules dans le monde secondaire et au niveau des collègues. Je crois beaucoup à cela. Je crois que l'idée est tellement juste qu'il faut arriver à européeniser ces pôles de compétitivité pour en faire de véritables *clusters* d'excellence. C'est comme ça que nous arriverons à engager un peu plus l'élite de nos établissements vers l'élite de nos entreprises.

Je remercie vraiment *Generation Europe* de se pencher sur ce problème, qui est un problème-clé en Europe. Nous avons besoin de rapprocher ces deux mondes, le monde de la formation et le monde de l'entreprise. C'est une des clés du devenir. Sans cela, je ne donne pas cher de l'avenir industriel de l'Europe. C'est une des clés majeures !

Ces quelques propos ne sont destinés qu'à vous remercier de ce colloque et de l'effort que développe *Generation Europe*.

En un mot, nous avons vraiment besoin - je le vois bien au niveau du septième PCRD européen - d'articuler chercheurs et enseignants sur la réalité d'un monde qui, si nous ne nous éveillons pas, ce fera sans nous. Il faut bien en être conscient. En Asie, une émulation se fait jour et montre aujourd'hui que ce rapprochement se fait tout naturellement.

C'est aux Européens de se réveiller !

Merci à *Generation Europe* de bien vouloir y veiller !